Histoire de l'émergence d'une représentation du local : la patrimonialisation urbaine du fort de Champigny à Chennevières par *Banlieues 89 "Fêtes et forts"*

Bertrand Morvan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/682>

DOI : 10.4000/quaderni.682

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 janvier 2013

Pagination : 115-129

ISBN : 978-2-7351-1525-9

Référence électronique

Bertrand Morvan, « Histoire de l'émergence d'une représentation du local : la patrimonialisation urbaine du fort de Champigny à Chennevières par *Banlieues 89 "Fêtes et forts"* », *Quaderni* [En ligne], 80 | Hiver 2012-2013, mis en ligne le 05 janvier 2015, consulté le 17 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/682> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.682>

Histoire de l'émergence d'une représen- tation du local : la patrimonia- lisation urbaine du fort de Champigny à Chennevières par *Banlieues 89* *"Fêtes et forts"*

Bertrand
Morvan

*Conseil en développement territorial
Enseignant-chercheur
(Institut du Temps Géré)*

Le fort de Champigny à Chennevières a été l'objet, au début des années 80, d'une opération de patrimonialisation par l'association d'architectes-urbanistes *Banlieues 89*. Elle était missionnée par l'État socialiste de l'époque et s'est alors appelée : *Banlieues 89 « Fêtes et forts »*.

L'intérêt d'une démarche historique et descriptive serait en l'espèce, après avoir montré la complexité des signifiés du patrimoine et leur ambiguïté, ce qui a déjà été relevé par les meilleurs analystes¹, « *de mettre en évidence la diversité des outils à la disposition de décideurs, de replacer les contextes locaux d'intervention, de faire ressortir la pluralité – voire les contradictions – des objectifs des politiques urbaines patrimoniales, et les conflits d'usage ou d'acteurs auxquels elles peuvent donner lieu* ».

Dans notre cas d'espèce, il peut être pertinent « *de réfléchir à la requalification du patrimoine urbain comme ressource touristique ou culturelle et au bout du compte, comme "marchandise"* ».

Dans le cadre d'un processus de métropolisation de la banlieue parisienne avec le projet dit « du Grand Paris » conduisant à une tertiarisation de l'espace, « *il conviendrait donc d'analyser les liens entre la patrimonialisation effective (non nécessairement institutionnelle) des espaces urbains et les changements économiques et sociaux* »².

Pour cela, dans une première partie, nous détaillerons l'histoire du projet de requalification en espace public d'un lieu en déshérence, le fort de Champigny à Chennevières, au début des années 80. Puis, en deuxième partie, nous nous

intéresserons aux contradictions décisionnelles, en pleine décentralisation, au sein d'une société canaveroise. Elles sont entretenues par l'État dès les années 70, mais particulièrement à partir de 1983. Enfin, en troisième partie, nous évaluerons, dans le contexte général de l'émergence d'une opération en cours de renouvellement urbain du centre-ville, quelles peuvent être les valeurs urbaines produites par cette opération de patrimonialisation sur le site du fort de Champigny.

Histoire politique de la mission *Banlieues 89* sur le réseau des forts de seconde ceinture « Séré de Rivières »

Comment, avec l'opération *Banlieues 89* « *Fêtes et forts* » et la patrimonialisation du fort de Champigny par un pouvoir central en direction de deux communes – Chennevières et Champigny – a-t-on vu émerger une représentation du local à Chennevières qui a mis en cause les identités communales telles qu'elles préexistaient ?

Fêtes et urbanité : émergence d'une représentation urbaine

Ce paragraphe emprunte à l'article de Michel Herrou, psychosociologue qui a suivi la mission *Banlieues 89* « *Fêtes et forts* » dès ses débuts (M.Herrou, 1988). Pour l'auteur, les principaux objectifs de la mission concernant surtout des villes de la région parisienne et des villes de la banlieue lyonnaise, étaient les suivants : « *une réflexion sur le lien entre le bâti et la représentation mentale de celui-ci. Il s'agit d'actions d'aménagement, de construction d'espaces, de composition urbaine (pour les architectes : « il s'agit de faire en sorte que les communes de ban-*

lieue soient aussi belles que les villes-centres »). *Il s'agit d'emblée d'un travail culturel à partir de et sur l'environnement bâti et la commande est de «réaliser des lieux agréables à vivre, significatifs, à image positive, gratifiante pour les gens qui y habitent, qui y passent, des lieux où il fait bon vivre». Il est entendu qu'ils devront avoir toutes les fonctionnalités urbaines nécessaires (routes, etc..) ».*

La mission a donc suivi plusieurs axes d'intervention :

« - *Le premier est organisé autour de l'identité propre de chacune des communes de banlieue : aux élus a été demandé de proposer des aménagements d'une partie de leur commune s'intégrant dans une représentation souhaitée de celle-ci. L'intervention s'élabore pour réaliser ce qu'il faut faire, ce que localement on désire; on ne fait pas seulement ce qu'on peut faire. Plus de 200 communes ont formulé des projets dont plus de la moitié sont en cours de réalisation.*

- Le deuxième consiste à envisager la globalité; comment peut se former une agglomération qui ne soit pas seulement agglomérat autour d'un centre plus ou moins homogène. L'ensemble des réflexions part d'un postulat idéologique : chaque endroit habité, pratiqué dans une agglomération, doit posséder un environnement urbain digne des aspirations et des attentes d'un citoyen de la fin du XX^e siècle; non seulement un confort suffisant, mais aussi un paysage urbain suffisamment remarquable pour devenir objet de reconnaissance, source d'identité, générateur d'une représentation sociale satisfaisante. L'action sur la ville doit être d'ordre culturel pour que les communes ne deviennent pas des systèmes fermés, clos qui les feraient étouffer, mais qu'elles participent d'un

système de complémentarité et de solidarité au devenir de l'agglomération. Cet axe a été développé dans la région parisienne et a donné lieu à l'élaboration d'un plan d'un Grand Paris.

- Le troisième axe introduit la notion de temps. Ce ne sont plus des propositions spatiales qui sont proposées à l'imaginaire et au vécu des habitants, mais des fêtes et des spectacles. Il s'agit de partir d'actions éphémères afin de signifier et générer des lieux qui, pour le moment, ne sont que des possibles; la réflexion s'est développée à partir des forts de la région parisienne qui sont, pour la plupart, des lieux exclus de l'organisation des villes et quartiers avoisinants; y faire des fêtes, y faire venir beaucoup de participants, les faire vivre, révéler une route stratégique qui les relie mais qui est oubliée... telle est la finalité de « Fêtes et Forts », avec l'hypothèse suivante : la fête est une des activités de la vie en société; elle fabrique du souvenir, de la mémoire; la réaliser, la mettre en scène invente une histoire pour ces lieux, permet de modifier la représentation mentale de ces lieux et de leurs environnements ».

Dès 1983, R. Castro et M. Cantal-Dupart, au reçu de la lettre de mission du Premier ministre du 17 novembre 1983, ont commencé à initier « Fêtes et Forts » « pour faire vivre un projet urbain à travers des fêtes ».

Il s'agissait, à partir du spectacle, du spectaculaire de révéler des lieux : les treize forts de la région parisienne, chacun étant actuellement une enclave de plusieurs hectares située entre plusieurs communes, fermée aux populations environnantes. Ces lieux stratégiques, sommets des collines environnant Paris, avec des vues imprenables, ne portant pas, pour la plupart,

le nom de la commune sur le territoire duquel ils sont situés, ceints de remparts, de fossés et de protections rendant l'approche quasi impossible, n'ayant quasiment jamais servi pour leur destination première (les progrès de la balistique ayant rendu leur présence obsolète avant même la fin de leur construction), étaient ignorés de la population avoisinante. Leur architecture est celle de bâtiments militaires cachés; il s'agissait de n'en déceler ni l'aspect, ni la configuration depuis l'extérieur, de voir sans être vu. Certains étaient désaffectés, d'autres poursuivaient une activité militaire. L'idée était de les ouvrir à la population, d'y installer des événements culturels à un moment où peu de choses se passent dans la région parisienne pendant l'été : la période choisie en 1984 et 1985 s'étendait du 14 juillet au 4 août pour que « chaque année, la fête rappelle l'invention de la liberté, chaque année prend la Bastille, chaque année abolie les privilèges » (M. Cantal-Dupart).

Les initiateurs du projet considéraient que ces quelques centaines d'hectares pouvaient être rendus à la vie civile, être réintégrés dans l'espace local, tout en gardant pour certains les activités militaires et de service public qu'ils ont actuellement. Ils s'agissait de les « allumer » dans la représentation de l'agglomération, de les rendre espaces publics, espaces pour le public, en les reliant aux villes avoisinantes, en les considérant comme des lieux magiques permettant de structurer l'image de l'agglomération parisienne en quête d'éléments structurants, en y installant des équipements permettant d'améliorer le cadre de vie local, en révélant la route plantée d'arbres qui les relie (actuellement, cette route est difficilement perceptible en raison de sens

uniques non coordonnés entre les communes). La localisation des forts, aux limites des communes, correspond aux lieux éloignés des centres, aux lieux de marge : grands ensembles, foyers, cimetières, casses de voitures, terrains vagues... « *Y proposer des fêtes en juillet, pendant les vacances, semblait possible et souhaitable, à destination de personnes ne partant pas* ».

En 1984, trois forts furent ainsi ouverts : Ivry, Aubervilliers et Champigny. Une course cycliste parcourant la route des forts a clos la manifestation. En 1985, six forts (Ivry, Suresnes, Aubervilliers, Issy-les-Moulineaux, Champigny, de l'Est) furent des lieux de fêtes et de spectacles. Dans la région de Lyon, le fort de Bron servit à initier le processus. La course cycliste fut reprise et complétée par une course en voiture à pédales et une traversée de Paris (de banlieue à banlieue) en planches à voile sur la Seine. En 1986, les actions ont été concentrées dans 4 forts de la région parisienne (Aubervilliers, Suresnes, Champigny, de l'Est). Un soutien a été engagé pour l'animation et l'aménagement du fort de Bron. Des coproductions ont été effectuées dans d'autres lieux (Montreuil, Villiers-le-Bel, Condé sur Escaut...). Des courses cyclistes et de voitures à pédales ont été menées ; des promenades sur la Seine et sur la Marne et les canaux ont été organisées ; des tournois de football inter-banlieues le furent aussi.

« Fêtes et Forts » peut se comprendre dans le cadre d'une réflexion sur les représentations mentales : en quoi l'image des forts pour les riverains, pour les habitants des quartiers voisins, des communes avoisinantes, de l'ensemble de l'agglomération va-t-elle se transformer et

alors, modifier la représentation du quartier, de la commune, de l'ensemble de l'agglomération ? En quoi les actions de « Fêtes et Forts » peuvent-elles être considérées comme préfiguration d'un devenir urbain ?

Si une représentation s'analyse plutôt a posteriori, comme le montre l'étude la représentation mentale de Paris à partir du point de vue des habitants par S. Milgram et D. Jodelet, la démarche de *Banlieues 89* a été inverse : proposer des actions culturelles dans des lieux mal connus, imaginer le décor nécessaire à cette animation pour ensuite le construire conforme à l'image existante.

Au lieu de partir d'un espace reconnu adapté à une situation donnée, il s'est agi de fabriquer un éphémère dont le but était de constituer une mémoire nouvelle de cet endroit pour ensuite le rendre apte à ses usages. C'est un travail sur le symbolique et le culturel situé dans un ici et maintenant, au contraire des utopistes qui, par définition, ne pouvaient localiser leur réflexion. La finalité de « Fêtes et Forts » n'était pas de devenir un festival ni d'initier des lieux d'animation spécialisés, mais de contribuer à l'organisation de la ville. C'était un projet d'urbanisme. Il faut partir d'activités, de fêtes, de spectacles, les localiser dans des endroits définis mais non spécialisés, avant que leurs fonctions à venir aient été précisées. Les fêtes doivent ouvrir des espaces pour les offrir au public. Il s'agit d'inventer une urbanité actuelle. La ville-centre, entourée de ses murailles n'est plus d'actualité. Il s'agit de travailler sur le devenir d'une agglomération et non de rechercher la ville ancienne dont beaucoup ont la nostalgie. La question posée des formes urbaines actuelles se traduit de la façon suivante :

les villes peuvent-elles être à plusieurs centres-villes en réseau ? Comment faire que chaque lieu de banlieue développe son identité propre tout en participant à l'agglomération ? Comment supprimer la vassalité propre à la plupart des communes de banlieue face à leur métropole ? Comment passer de la dépendance à l'interdépendance ? Comment intégrer la déréalisation de l'espace ? Quels espaces urbains, quels espaces publics sont d'actualité ? Par divers événements dont on ne peut relever l'ensemble de façon exhaustive, la démarche de « Fêtes et Forts » a été de tenter d'avancer dans la réponse à ces questions.

D'autres questions ont été posées plus franchement du côté de l'animation : comment réaliser des spectacles de fêtes urbaines ? Comment faire que l'environnement éphémère de spectacles devienne urbain et perdure dans sa représentation ? Quelle mise en scène développer ? Comment aménager les lieux pour qu'ils soient des décors de fêtes urbaines ?

À partir de 1986, l'orientation « Fêtes et Forts » s'est précisée. Le nombre de spectacles a été réduit au profit d'activités spécifiques auxquelles était convié un public local et régional. Les invitations étaient effectuées par des annonces déposées dans les boîtes à lettres des quartiers environnants et par une information régionale : campagne d'affichage, articles dans la presse, informations au centre Georges-Pompidou. Les activités n'ont pas toutes été cantonnées dans les forts : maisons de jeunes, centres d'exposition, terrains de sports. Elles ont été diversifiées : semaines de la mode, de la danse, cadavres exquis picturaux, textes sur la banlieue, voyages en bateau sur les fleuves et les canaux, théâtre,

musique, festival antillais, tournoi de football, lancer de Montgolfière, cirque, cabaret... Nombre de spectacles étaient réalisés par des associations locales. L'intervention des municipalités était plus grande. Nombreux étaient les spectacles gratuits. Enfin la durée du programme a été élargi de mai à septembre. La participation est alors plus intense (parfois 1000 spectateurs pour un spectacle). Certains forts, comme celui de Champigny accueillent alors des activités sur l'année entière (un cabaret-discothèque créé avec la collaboration de Chennevières...). Les forts font ainsi partie de la vie locale, la route qui les relie aussi. Certaines activités ont déjà été reprises en 1986, par les institutions locales.

Le rapport entre représentations mentales et rituels

Quel a pu être l'impact de la mission *Banlieues 89*, puis le rôle de l'association « les Amis du Fort » sur l'identité collective de Chennevières ?

La dimension utopique « *comme un lieu critique de résolution possible des contraires et illustré par la figure du neutre* » (Marin L., 1973) peut être envisagée comme solution à un problème local. Elle pris tout son sens de lieu de localisation de la figure de l'égalité grecque (Sfez L., 1984) avec la description des rituels républicains qui s'attachent au fort de Champigny, en opposition aux rituels de la municipalité canaveroise. Un tableau reprenant l'ensemble de la vie locale à partir de coupures de presse de 1978 à 1992 nous permet d'en décrire les effets³. Ces rituels de fêtes furent interprétés selon la grille de l'anthropologue anglais V.T. Turner, en ce qui concerne l'interprétation des rites de passage et à partir

d'une analyse de contenu de coupures de presse locale, pour considérer leur efficacité sur le plan symbolique⁴. Parallèlement, le projet routier de rocade A4-R.N.4-R.N.19 s'oppose au projet de fêtes sur le site du fort.

Quelle traduction décisionnelle peut-on donner au plan local entre les différents types d'intervention du niveau national sur le local ?

Les processus décisionnels, lieux d'émergence et d'expression des conflits larvés d'intérêts entre différents groupes sociaux

L'histoire de Chennevières et de ce fort peut être perçue comme un analyseur institutionnel des problèmes spécifiques de l'aménagement d'une banlieue. Les processus décisionnels sont les lieux d'émergence et d'expression des conflits larvés d'intérêt entre les différents groupes sociaux, alors que l'État républicain est engagé sur ces deux projets en opposition sur le même site.

Histoire du projet de patrimonialisation du fort de Champigny à Chennevières

La grille structuraliste de V. Propp (V. Propp, 1970) permet de découper une décision en un processus constitué de séquences d'actants qui constitueront la trame d'un jeu d'acteurs.

1965-1983 : le héros (le maire de Chennevières) se fait signifier une interdiction par l'État

Après son déclassement par l'armée en 1965, le fort fit l'objet de nombreux projets d'aménagement à l'initiative des municipalités de Chennevières et de Champigny associées à des

collectivités privées et publiques (administration des impôts, Assistance publique, Association sportive des P.T.T., Hôtellerie suisse, marchands de vin de Bercy...). Contre l'insécurité créée par des dangers d'éboulement, et par les populations qui l'envahissaient, la municipalité a voulu le clôturer. La D.D.E. a laissé le temps s'écouler. Au bout de deux années, c'est le centre des télécommunications voisin qui le clôtura.

La municipalité de Champigny a eu un autre projet cette fois-ci, dans le cadre d'un aménagement du plateau : un centre d'animation pour jeunes. À l'époque, la ville de Chennevières souhaitait, elle, le raser et faire installer des équipements sportifs avec les P.T.T.

Tous ces projets n'aboutirent pas car en 1979, pour éviter le démembrement déjà commencé du fort, un architecte du G.E.P. de la D.D.E. le fit classer à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques. Ce fut un arrêt aux tentatives d'appropriation du fort par Chennevières.

De 1980 à 1982, le G.E.P. de la D.D.E. 94 étudia son affectation dans le cadre d'une défense du patrimoine. Il essaya de le céder à toute collectivité qui pouvait être intéressée. Il fut intégré à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques avec l'intervention de Pierre Charreau, architecte de la D.D.E. 94, et l'architecte des Bâtiments de France, dès 1980.

1984-1988 : le nouveau héros quêté (Banlieues 89 et l'un des architectes) décide d'agir

Ce fut le début de l'action empêchant la destruction du fort. L'État, avec B. 89, l'investit fina-

lement. L'entrée du fort fut finalement classée.

À l'initiative des architectes-présidents de B.89, un projet de coopération intercommunale pour sa réhabilitation fut proposé aux municipalités de Chennevières et Champigny. On souligne le rôle possible que les forts pourraient jouer comme hauts-lieux, reliés par la route des forts, afin de développer la vision stratégique qu'ils représentent. Les forts sont présentés comme les lieux de la démocratie combattante. Une autre histoire que celle émanant de leur concepteur Séré-de-Rivières, est en cours d'élaboration (les fortifications proposées étant dès 1890, déjà obsolètes lors de leur conception). Ils deviennent « les châteaux de la banlieue » sur lesquels on s'appuiera pour faire une composition urbaine pertinente qui les extraie d'une vision de la marginalité urbaine qui permet de les stigmatiser. Ce sont les lieux où l'on place tout ce qui n'intéresse par les centralités urbaines valorisées et c'est là que viennent les bandes d'adolescents potentiellement délinquantes. En effet, à l'époque, la vision de la banlieue est très négative (la commission Dubedout ne sait qu'en dire) pour les institutions et souvent en opposition avec le centre-ville parisien, toujours très valorisé, culturellement.

Des animations furent montées sur les forts avec une forte mobilisation culturelle et sportive conçues du niveau central (différents ministères dont le ministère de la Culture et du Patrimoine) vers le niveau local avec l'aide de la D.D.E. - Val-de-Marne. Les autres forts que sont Aubervilliers, celui du Mont Valérien, d'Issy-les-Moulineaux, celui de l'Est et d'Ivry le sont aussi.

Mais des intérêts autres de l'État-aménageur

s'étaient manifestés avec le projet d'installation d'un centre des impôts sur le site du fort affecté par le ministère des Finances en 1978, puis d'un centre des télécommunication et d'une tour hertzienne prenant sur une partie latérale du fort à partir de 1978. Chennevières montra un désintérêt total, puis une certaine méfiance. Champigny, après un certain intérêt, choisit un autre projet en rapport avec les préoccupations les plus immédiates de la ville : la rénovation du centre-ville.

À partir de 1985, devant l'absence de soutien matériel des municipalités, le président de B.89 négocia un bail emphytéotique de 90 années auprès de la Défense nationale qui garda un droit de regard sur l'ouvrage cédé à l'administration centrale.

À l'aide d'un financement obtenu auprès du ministère des Finances, des chantiers « T.U.C. » (travaux d'utilité collective) furent montés pour rénover le bâtiment du casernement et nettoyer les douves du fort de Champigny. Cent jeunes des quartiers limitrophes furent engagés par M. Cantal-Dupart, dont ceux du quartier considéré comme difficile de Bois l'Abbé. Une entrée fut créée à proximité du centre hertzien et derrière le fort pour permettre l'accès à partir de ce quartier et des bords de la R.N.4. Des ateliers de maçonnerie, de paysage et des métiers de bouche furent créés. Des apprentissages sont nés pour permettre des insertions dans les restaurants du Val-de-Marne et dans le domaine de la maçonnerie. Les douves et le chemin de ronde furent requalifiés en espace public de promenade. Une mission locale de Champigny travailla sur ce projet avec le soutien de la municipalité au président de B.89.

En 1988, la municipalité de Champigny crut pouvoir entrer dans une programmation culturelle sur l'ensemble de la région parisienne à partir du site du fort. On y retransmit ainsi la coupe du monde de football de 1985 avec les services de la Jeunesse et des Sports de Champigny. La ville participa aussi à des actions théâtrales (Théâtre des Boucles de Marne) et à des spectacles (« Vacances Étés-chauds »). Mais peu à peu naquit une concurrence entre équipements de quartiers, par exemple, entre le centre d'animation Youri Gagarine (quartier des Mordacs sur le Plateau) et le fort de Champigny, concernant le traitement social de la population des jeunes des grands ensembles voisins. À partir d'août 1987, alors que J. Chirac était Premier ministre depuis 1986, l'hostilité grandit entre l'équipe de Champigny et celle du Fort. Cela se fit en deux temps. Un coup de force illustra une montée au paroxysme de la crise, lorsque le président de B.89 fut détenu pendant une demi-journée dans les locaux du fort par une équipe de militants de la municipalité de Champigny et alors que la G.G.T. prévint du mauvais coup ce dernier. Des gens insultèrent les animateurs de Champigny et le président de B.89. Ce dernier fut traité « *d'exploiteur de T.U.C et d'irresponsable, ses ouvriers n'ayant pas de casques* ». Des C.R.S. furent dépêchés pour intervenir sur ordre du préfet. Une proposition d'entretien avec le préfet fut envisagée en associant le responsable fédéral de la C.G.T. mais les gens de Champigny politisèrent la situation. Une campagne de presse négative pour la mission fut orchestrée. Pourtant le président fut invité à la Fête de l'Humanité comme intervenant pour sauver les otages du Liban. Une autre tentative de déstabilisation vint de jeunes de la ville d'Ormesson. Des gens vinrent voler des machines à

écrire et détruire des installations de douches. Des immatriculations de voitures furent identifiées et transmises au commissariat de Chennevières. Ils furent appréhendés et on les présenta comme n'ayant pas le profil ad hoc. Pourtant, le président qui tint à les poursuivre « *pour enrayer l'opinion d'une culpabilité potentielle des jeunes du quartier populaire de Bois l'Abbé* », eut la preuve des déprédations en se déplaçant à leur domicile. Sous la pression des parents et d'une coalition d'hommes politiques large, une peine symbolique fut produite contre eux. Toutefois, l'équipe de B.89 poursuivit son action. La cour du fort fut pavée par la communauté portugaise contre des fêtes organisées avec elle. De nombreux jeunes des quartiers voisins s'inscrivirent dans les ateliers de création.

Devenu « héros quêteur », le président de l'association chercha à s'attirer les faveurs de l'opinion publique locale en rencontrant le principal du collège voisin, le corps enseignant et les parents d'élèves, afin de les sensibiliser au projet de réhabilitation du fort. Certaines activités d'éveil des collégiens se déroulèrent dans le théâtre de verdure avec l'aide de la troupe théâtrale en résidence. B.89 ayant du mal à payer les entreprises locales, elle fit appel aux subventions étatiques en se prévalant de divers rapports favorables des commissariats de Chennevières et de Champigny qui notaient une baisse de la délinquance sur le plateau de Champigny grâce à l'équipe de « Fêtes et Forts ». En 1987, le ministre de l'Intérieur fit même une visite officielle pour constater ce travail de prévention. En 1988, pendant la cohabitation, un autre rapport confirma au ministre du Budget l'intérêt de la mission. Donc l'équipe B.89 fut maintenue sur le lieu, assez difficilement

car les budgets de l'État furent réduits sensiblement au cours des années.

1989-1995 : le héros et son agresseur s'affrontent au combat

En 1988, le fonctionnement du fort dut être autogéré. Le progressif désengagement de l'association B. 89 aboutit à sa dissolution en 1989. La mission de préfiguration d'un lieu culturel avec les fêtes fut remplacée par l'association locale « les Amis du fort ». Son président succéda à l'architecte de B.89 comme nouveau promoteur de l'opération de réhabilitation. La nouvelle équipe négocia et mit en pratique la commercialisation de « l'espace-fort » avec des locations de salles aux associations locales de Champigny et de Villiers ou à des particuliers, et d'ateliers à des artistes locaux. La société privée *Reebook* finança, avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, la construction d'un terrain de basket en 1991 et des activités sportives pour les jeunes des environs. Cet autofinancement permit, avec difficulté, l'entretien du fort. Mais ces activités furent ressenties par les municipalités comme une concurrence aux fêtes organisées par les services locaux.

Le maire de Chennevières, de son côté, chercha à déstabiliser l'équipe du Fort pour s'approprier le lieu. La municipalité a toujours considéré l'équipe du fort comme des envoyés du Premier ministre socialiste de l'époque. Elle essaya de « faire tomber » l'équipe en déposant des plaintes à la sous-préfecture par le biais du Comité national de lutte contre le bruit. Cette plainte obligea à faire des travaux d'insonorisation et à réorganiser le parking mais n'arrêta pas le rythme des fêtes.

En 1992, le nouveau maire de Chennevières, de la même formation politique que le précédent, partant du principe que ce qui est sur le territoire canaverois doit appartenir aux Canaverois, alla voir le préfet pour intégrer le fort au patrimoine des canaverois. Bien que la municipalité n'ait pas voulu participer à son entretien et à sa réhabilitation, elle chercha à l'acheter pour 10 millions de francs. Le maire était même prêt à le rebaptiser « Fort de Chennevières » ; une véritable provocation pour le directeur du Fort devenu entretemps, conseiller municipal d'opposition.

En 1993, le directeur du fort et président des « Amis du Fort » introduisit un recours contre l'achat du fort car il considérait que ce lieu devait être un point névralgique des activités en direction de la jeunesse canaveroise. Il signa une convention de renouvellement de bail en avril 1993 sur 5 années avec le directeur des services fiscaux du Val-de-Marne et celui de l'établissement du génie de Malakoff. Ce contrat cependant prévoyait qu'une éventuelle cession du fort pourrait intervenir avant la fin de la présente convention et que dans ce cas, il serait mis fin à cette occupation. La municipalité de Chennevières ne voulant pas de tractation avec les « Amis du fort » (qui l'obligerait à suivre le cahier des charges du projet de réhabilitation), contesta cette convention devant les tribunaux administratifs.

Le programme de cette municipalité R.P.R., aux élections de 1995, présenta aux électeurs l'achat du fort comme ne pouvant grever le budget car il serait couvert par la vente de biens fonciers municipaux. Mais certains électeurs considérèrent que la municipalité avait « la folie des grandeurs » et que l'entretien du lieu grèverait au

contraire, les impôts locaux. Un autre « cheval de bataille » électoral de la majorité au pouvoir fut la défense de l'identité patrimoniale canaveroise face au projet de voie express de contournement de l'Est du Val-de-Marne A4-R.N.4-R.N.6. Une des emprises réservées de cette voie rapide se situe sur la zone de protection du fort et passe en plein centre-ville de Chennevières.

Histoire du projet de rocade routière rapide de contournement oriental de l'Est du Val-de-Marne

Les prémisses de ce projet datent de 1960. On distingue ensuite trois moments « clefs » :

- 1960-1972 : l'État impose le projet routier aux communes du plateau briard.
- 1972-1984 : par le jeu de la décentralisation, l'État « trompe » ses victimes pour « s'emparer de leurs biens ».
- 1984-1995 : c'est l'exécution difficile du projet. Les communes limitrophes le contestent.

1960-1972

À partir des infrastructures routières et des villes nouvelles avec le P.A.D.O.G. de 1947 et le S.D.A.U. de 1965, on organisa l'extension urbaine de l'agglomération parisienne selon une urbanisation dite « en doigts de gants ». Elle suivit les infrastructures de transports telles qu'elles avaient été implantées dans l'espace. Donc l'État imposa le tracé de la rocade routière dès cette époque aux municipalités du secteur. 45 hectares, soit 8% de la surface communale actuelle, furent « gelés » pour prévoir l'insertion de la future voie de desserte et on commença à

exproprier. Chennevières accepta, tout d'abord, le projet, avec les emprises réservées, parce qu'elle ne pouvait pas l'empêcher. Versailles, le chef-lieu de la préfecture était loin et le maire ne pouvait intervenir auprès de l'Équipement. En 1971, lors de l'élaboration des plans directifs intercommunaux, le tracé fut maintenu et les emprises furent fixées à 50 mètres de chaque côté de la voie. En 1973, le District de la Seine laissa place à la Région Île-de-France.

1972-1984

Ce fut une période de réflexion sur l'aménagement du plateau et du centre de Champigny. Chennevières organisa l'urbanisation par de nouveaux lotissements, la création de zones commerciales. À cela s'ajouta une zone industrielle qui, avec ses logements devait attirer de jeunes ménages. Le projet routier était toujours inscrit dans le S.D.A.U. (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) de 1976 mais les maires des communes intéressées réfléchirent avec les préfets sur la possibilité de modifier le tracé conçu par l'État. Le maire d'Ormesson souhaita que le tracé passe par le bois de Notre-Dame ce à quoi s'opposèrent Sucy et Marolles-en-Brie. À Chennevières naquit une opposition qui défendait le cadre de vie, avec l'association « les Amis de Chennevières » qui regroupe des Canaverois et des Ormessonnais. L'État adopta une attitude conciliatrice et essaya de tempérer les oppositions. Il supprima un projet d'autoroute en rocade A.86-A.87, le remplaçant, plus à l'extérieur, par la Francilienne. Le tracé restait le même avec des emprises diminuées. On pouvait ainsi réduire l'importance de l'échangeur à proximité du centre ancien de Chennevières. Par ailleurs,

l'infrastructure fut à « 2×2 voies » alors qu'elle était de « 2×4 voies ». Elle resta donc de niveau régional quant à la contenance de flux de circulation automobile. Malgré ces conciliations de la D.D.E., les municipalités limitrophes du tracé considérèrent que le projet comportait toujours les mêmes nuisances et les mêmes problèmes d'insertion locale. En attendant, par sa position de monopole, l'État acquit des propriétés qui se trouvaient sur le tracé.

1984-1995

La décentralisation de 1982-1983 permit de relancer le projet. Deux groupes de municipalités s'opposèrent. Champigny et Villiers furent favorables à la voie de desserte sur le tronçon qui va de l'A.4 à la R.N.4. désenclavant la zone industrielle du plateau de Champigny. L'autre intérêt était de désengorger leurs centres-villes. Champigny voulait harmoniser, dans les années 70, grands ensembles et tissu urbain ancien sur une ville de 7 kilomètres. En 1984, la D.D.E. répondit aux attentes de Champigny. La déclaration d'utilité publique fut acceptée à Champigny en 1987. Chennevières et Ormesson, l'autre groupe de communes, s'opposèrent à la voie rapide. Dès 1988, des calicots apparurent sur le carrefour du fort. Du côté de Champigny : « Une priorité : la déviation A.4 à la R.N.4 » et en face, de l'autre côté : « Les conseillers municipaux de Chennevières et Ormesson disent non à la voie rapide ». En 1987, suivant la procédure de concertation préalable la D.D.E organisa une réunion pour instruire le dossier. 300 Canaverois y participèrent avec des habitants de communes environnantes. 95% d'entre eux s'opposèrent au préfet pour trois raisons majeures. 1) le tracé prévu s'ajoutait à la

présence de la R.N. 4 et passait à proximité du centre-ville, coupant ainsi la ville en trois parties ; 2) les Canaverois s'opposèrent au « gel » de 8% du territoire par les emprises réservées, ce qui entraînait une dévalorisation foncière des habitations riveraines ; 3) le projet était peu utile car il ne pouvait assurer, comme le prétendait l'ingénieur en chef de la D.D.E., la gestion de la circulation automobile de ce secteur, comme le montrait la « thrombose » actuelle de la Francilienne et l'autoroute A.86. Au contraire, pour la majorité des Canaverois, cela avait été la catastrophe : appel de nouveaux flux de circulation et pollution. À la suite de cette réunion de 1988, un mouvement de contestation s'organisa. L'association M.O.R.E.V (Mouvement d'opposition à la rocade orientale de l'Est du Val-de-Marne) réunit des habitants d'Ormesson et Chennevières et fut financée par les deux municipalités. Elle voulait mobiliser les décideurs contre le projet de la D.D.E. et proposer à la place un projet en transport en commun sur site. Le 5 août 1992, un décret déclarait d'utilité publique les travaux de construction de la rocade avec l'accord des municipalités de Valenton et Bonneuil entre la future déviation de la R.N. 6 à Limeil-Brévannes et la R.D. 60 de Sucy-en-Brie. La réalisation de ce tronçon revint à avancer de manière déguisée le projet de desserte orientale. Aussitôt, la municipalité de Chennevières et le M.O.R.E.V. introduisaient un recours au Conseil d'État pour un sursis à exécution des travaux. Elles demandaient en outre, l'annulation de la déclaration d'utilité publique de cet ouvrage. En parallèle de l'action du M.O.R.E.V., entre 1993 et 1995, un autre mouvement de défense de l'environnement canaverois (E.P.I.C.) souligna la présence de galeries et d'anciens souterrains dans le centre-ville de Chennevières. Un rapport

d'inspecteur des carrières amena le préfet à définir un périmètre de zone sensible autour de l'église de Chennevières et le centre ancien. En 1995, le projet de voie express était toujours inscrit au S.D.R.I.F. (Schéma directeur de la région Île-de-France). Certains tronçons étaient déjà bien avancés comme ceux de l'A.4 – R.N.4 et la R.N.19. Chennevières à ce moment n'a aucune information officielle sur les ouvrages prévus sur le tracé. Il n'apparut plus dans les esquisses du nouveau projet d'Eco-centre développées par la Centrale de Création urbaine, cabinet d'urbanisme missionné par le maire dans le cadre de la signature du contrat de développement territorial de mars 2012.

Évaluation des valeurs produites par l'opération de patrimonialisation

Une périodisation permet de dégager les moments-clés ou bifurcations des décisions (Sfez L., 1992) en relation sur le site du fort. Cela nous permet de pointer les valeurs politiques dégagées de l'interprétation de l'opération de patrimonialisation. Ces dernières dépasseraient, avec le processus de production d'une société par elle-même, le projet du fort. Il faudrait y voir, au sens large, une défense de l'unité de l'habitat par les Canaverois contre la planification régionale de l'État (et donc contre le projet de rocade routière).

Le cas de Chennevières s'inscrivait bien dans un cas d'anticipation technico-économique de l'État qui n'a pas abouti. Il s'agissait, comme on l'a vu, d'un développement dans les années 60-70, à partir d'emprises routières. Ce développement routier qui devait compléter le réseau des mobilités automobiles et routières n'a jamais vu le

jour (ancien projet d'A.87) et a été remplacé par les deux anneaux d'A.86 et de la Francilienne. Pendant cette période, le développement urbain de Chennevières et de son centre ont été gelés. Il y a eu accentuation d'une destruction de l'unité paysagère en prime sur les zones riveraines de la R.N.4 (entrée de villes de Chennevières et Champigny), au même titre qu'autour du centre-ancien proche d'un secteur de valeur paysagère : les coteaux de Chennevières.

Le coup « parti », la commune, de 1972 à 2007 resta dans une position de contestation et d'attente défensive face au projet routier dit « ex-A.87-VDO ». Chennevières « prise en sandwich » fut en opposition plus ou moins complète avec les autres communes limitrophes.

L'expérience B.89 fut une parenthèse entre 1983 et 1989 avec quelques suites jusqu'en 2000 pour tenter de compenser la déstructuration du secteur autour des emprises routières. Le fort de Champigny, inscrit dans la route dite « du réseau des forts Séré de Rivières de seconde ceinture », peut être identifié comme un des sites remarquables « à féconder » en banlieue parisienne pour retrouver cette unité (proposition de l'association des architectes-urbanistes de B.89, avec les arguments de la coulée verte, des circulations douces et du transport en commun en site propre défendus par le M.O.R.E.V.).

2007 à 2012 fut une période de prise de position forte de la municipalité canaveroise qui sortit de la position défensive par une voie de compromis, mais en opposition avec une bonne partie des Canaverois, avec l'association « Chennevières tranquille » (composée de 300 canaverois).

Par ailleurs, il faut noter en mars 2012 que le projet d'éco-centre ne reprenait plus l'hypothèse du projet routier à gabarit réduit à deux fois une voie passant sur les emprises du centre-ville. Le projet de transport en commun en site propre du type tramway (Altival) et le programme de 1800 à 2000 logements sur tout le territoire remplaçaient la perspective avancée par l'État depuis 1987. En janvier 2012, dans un dépliant d'information, la municipalité canaveroise dit « intégrer le Grand Paris » à partir des trois dossiers locaux suivants :

- le dossier « transports » : avec la prochaine création du T.S.C.P. Altival, la proximité de deux des 57 gares du Grand Paris Express (Champigny et la Gare des 4 communes) connectées au T.C.S.P. Altival qui répondait aux besoins d'amélioration de l'accessibilité et du trafic à Chennevières;
- le dossier « emplois » : avec le rôle joué par la Cité Descartes comme pôle d'excellence universitaire à 13 km à vol d'oiseau. Il s'agissait d'un pôle créateur d'emplois et de perspectives pour les Canaverois. La proximité de Champigny comme lieu de maintenance et de remisage du Grand Paris Express joua aussi sur ces nouvelles perspectives dans le cadre d'un contrat de développement territorial des Boucles de la Marne, signé avec l'État.
- le dossier « logement » : avec le projet « Chennevières Eco-centre » qui intégrait les politiques de l'État en matière de logements. Il s'agissait d'un projet d'éco-quartier, proposé par un cabinet d'urbanisme, conçu pour le centre-ville. Selon le document : « *la Mairie souhaite néanmoins privilégier les canaverois* » (fascicule d'information canaverois, avril 2012).

En somme, que peut-on dire de l'idée de « patrimonialisation » à l'issue de ce parcours ? A-t-elle

un sens ? Peut-elle faire l'objet d'une appropriation citoyenne associée à « l'objet local » dans le cadre d'une représentation politique ? Qu'est-ce qui en limite la portée ?

Nous retenons l'idée d'un rapport controversé entre réseau et territoire, à un moment où l'État engageait une opération de patrimonialisation du Fort de Champigny au sein de la seconde ceinture des fortifications de la Région Parisienne. Les significations croisées, fruits d'une dialectique où le réseau produit le territoire, créent de nouvelles valeurs urbaines en désaccord avec une programmation planificatrice routière. Le concept de « procès de territoire » le signifie bien (Offner, J.M., Pumain, D., 1996). On retrouve D. Parrochia citant Korzybski : « *une carte n'est pas le territoire qu'elle représente* » (Parrochia, D., 1993). C'est la configuration d'ensemble, mêlant mémoire collective et jeu de la triangulation des acteurs (« *l'indigène, le terroir et le regard de l'étranger* », Marié, M., 1989) qui nous permet de comprendre ce qu'il en est, sur le site du fort, de la réception d'une politique de patrimonialisation urbaine de niveau central. De même, on peut voir en *Banlieues 89* à Chennevières en 1989, les prémisses des enjeux associés au projet du Grand Paris en cours de définition en 2012, avec les nouveaux contrats de développement territoriaux. La richesse et le caractère incertain d'une construction temporelle s'y manifestent pour l'habitant au même titre qu'un avenir s'y joue autour des questions d'inter-territorialité (Offner, J.M., Gilli, F., 2008) et de gouvernance urbaine. Des villes comme Chennevières, Champigny, Ormesson, parties prenantes du nouveau contrat de développement territorial du Haut-Val-de-Marne, intégreront-elles le site du fort dans une

nouvelle dynamique urbaine sur 10, 20 ans, alors qu'il est devenu le lieu d'installation des services techniques, du service de la jeunesse, des associations et de la police municipale canaveroise et que ses douves ne sont plus un espace public de promenade ? C'est ce qu'il faudra éclaircir demain avec une nouvelle prospective territoriale et un nouveau jeu d'acteurs qui lui est associé.

R · É · F · É · R · E · N · C · E · S

BOURDIN, A., *Le patrimoine réinventé*, Paris, P.U.F., 1984.

CHOAY, F., *Le patrimoine en question*, Paris, Seuil, 2009.

HERROU, M., « Fêtes et urbanité : émergence d'une représentation urbaine », *La banlieue en fête - De la marginalité urbaine à l'identité culturelle*. N. Gérôme, D. Tartakowsky, C. Willard, Presses universitaires de Vincennes, 1988, pp. 127-133.

KORZYBSKI, A., *Science and sanity, an introduction to non-aristotelian systems and general semantics, Author of Manhood of Humanity-Founder, Institute of general semantics*. Ed. : The international non-aristotelian library publishing compagny-Lakeville, Connecticut, 1937.

MARIÉ, M., « L'anthropologue et ses territoires », *Ethnologie française*, XXXIV-2004, pp. 89-96.

MARIN, L., *Utopiques, jeu d'espaces - Introduction*, Paris, Éditions de Minuit, 1973.

MORVAN, B., *Dynamique de l'objet local dans l'espace industriel : le cas du Fort de Champigny à Chennevières*, Paris, Paris I - Panthéon-Sorbonne, 1996.

OFFNER, J.M., GILLI, F., *Paris, hors les murs. Aménager et gouverner un Grand Paris*, P.F.N.S.P., 2008.

OFFNER, J.M., PUMAIN D. (sous la direction de), *Réseaux et territoires. Significations croisées*, Paris, Éditions de l'Aube, 1996, pp. 149-169.

PARROCHIA, D., *Philosophie des réseaux*, Paris, P.U.F., 1993.

PROPP, V., *Morphologie du conte* Paris, Seuil, 1970.

SFEZ, L., *L'objet local*, Paris, UGE, 10/18, 1975.
SFEZ, L., *Leçons sur l'égalité*, P.N.F.S.P., 1984.
SFEZ, L., *Critique de la décision*, Paris, P.F.S.P., 1992.
L'Écho de Chennevières, *Archives municipales*, 1969-1995.
Journal Départemental du Val de Marne, *Archives départementales*, 1970-1991.

N · O · T · E · S

1. Bourdin A., *Le patrimoine réinventé*, Paris, P.U.F., 1984, et Choay, F., *Le patrimoine en question*, Paris, Seuil, 2009.
2. C'est le sens de la problématique pour l'appel à articles du numéro de fin 2011 de la revue *Espaces et sociétés* intitulé : « Les aléas de la patrimonialisation urbaine ».
3. Morvan, B., *Dynamique de l'objet local dans l'espace urbain postindustriel : le cas du fort de Champigny à Chennevières*, Paris I -Panthéon-Sorbonne, 1996, pp. 63-67.
4. Morvan, B., op. cité, pp. 68-85.